

Durant les quatre mois et les jours à venir :

les mois d'octobre, novembre, décembre de 2014 et janvier 2015 !

Par : Léon Kidjimalé Grant

Il semble que dans les quartiers de Bangui , les expatriés centrafricains commencent à revenir chez eux. Et en province, il en serait de même pour des chrétiens et animistes. C'est fort heureux !

Ces retours doivent être sans cesse encouragés, et les derniers foyers de troubles, promptement maîtrisés. Mais l'on ne saurait se limiter à voir ces hommes et ces femmes retrouver leur chez-eux, présentant un spectacle de tremblement de terre : des maisons éventrées sans toitures et totalement vidées, voire entièrement détruites jusqu'aux fondations.

Ce spectacle de désolation n'épargne aucune communauté : les victimes demeurent des victimes. Il convient donc de les accompagner, leur venir en aide financièrement et surtout que les mesures de sécurité soient permanentes et à la hauteur des traumatismes subis pour que ces personnes se mettent à espérer.

Durant ces quatre mois, le gouvernement de transition tout en accomplissant les tâches dévolues à chaque ministère, doit avoir en vue la date du 15 février 2015, comme celle de la fin de son mandat, et non préparer les esprits à le prolonger.

Quatre mois suffisent pour recenser la population progressivement, les préparer aux élections locales et leur donner ainsi l'opportunité de choisir leurs représentants immédiats et respectifs à savoir conseillers municipaux les maires dans toutes les communes du Pays, ainsi que celui des députés : les deux charges ne sont pas incompatibles...

Nous aurions là un moyen cathartique pour envoyer un message fort à une population, qui a été soit bâillonnée depuis fort longtemps, ou dont les votes ont été détournés ou négligés ! Ainsi se reconnaîtront-ils dans ce pacte républicain, creuset du vivre-ensemble.

Cette prise de parole est en soi un pouvoir retrouvé. Celui de choisir celui ou celle que l'on connaît et dont on a mesuré les qualités humaines, citoyennes et civiques. C'est un conseil municipal élu suivi d'un maire du

cru qui permettront à une population de se reconnaître dans la communauté nationale.

L'on semble tout remettre à l'a.n.e., mais la perspective du 15 février, fait obligation aux institutions de la transition de travailler ensemble dans ce sens, pour aboutir à l'élection d'une **Assemblée Nationale Provisoire**. Y faire adhérer les chefs de canton élus sur toute l'étendue du territoire national et les représentants de la société civile, cette autre Assemblée prendra le nom de **Congrès national provisoire**. Elle élira, à son tour le Président de la République. Ce ne sont-là que des pistes de réflexions, bien évidemment ouvertes et non exhaustives.

Il revient , in fine, au C.N.T., à l'a.n.e. et aux organismes internationaux en charge « d'aider » au retour à une vie publique démocratique apaisée, d'élaborer d'autres suggestions dans le cadre d'une Constitution Provisoire chapeautant le tout.

Quelques mots sur l'affaire qui met en émoi les uns et les autres, à savoir le Don de l'Angola, ce Pays ami.

Il s'agit d'un conditionnement collectif et répandu, fort ancien, rendu publique à un moment où beaucoup de nos compatriotes sont en souffrance.

Il est d'usage que les Autorités de ce Pays, depuis l'indépendance, par leur culture politique, si tenter qu'ils en ont une, de confondre les caisses du Trésor public et les Fonds de souveraineté qui sont octroyés au Palais de la République !

Il suffit de lire ou de relire les mémoires d'Abel Goumba (j'avais en plus une proximité avec lui, nous habitions près l'un de l'autre, et aimions échanger...) pour savoir que M.David Dacko déjà, ne voyait la Politique que par l'argent dont il fut addicte ! Ses successeurs ont aussi confondu Trésor public et Fonds de souveraineté. A mon avis, c'est là, le nœud du problème, mais aussi l'habitude à délaissier ! Cette somme est dérisoire. Car il serait vraiment naïf de s'imaginer l'exercice d'un pouvoir sans moyen financier ! Souvenons-nous de cette « affaire du M.E.D.E.F., syndicat des patrons où sa branche

métallurgique donnait des enveloppes à tous les syndicats. J'en retiens

cette formule consacrée : dite de « *fluidifier les relations entre partenaires sociaux* ». Et leur utilisation était laissée à la discrétion de la Présidente du M.E.D.E.F. Ou des ses proches collaborateurs d'alors...

La politique, dans sa pratique, a besoin souvent de moyen financier pour « fluidifier » les relations entre partenaires . C'est ainsi partout dans le monde! Il faut cesser de rêver. Les hommes (ou les femmes) resteront ce qu'ils sont !

L'émoi compréhensible qu'a suscité la révélation de l'hebdomadaire « Jeune Afrique », s'explique par les souffrances matérielles et morales de la population d'une part, et le ras-le-bol de la mauvaise gouvernance structurelle d'autre part.

Changeant cette pratique, par une loi, pour que Trésor public cesse d'être l'anti-chambre des caisses du Palais de la Renaissance.C'est de cette manière que la France, a su en finir avec le financement occulte des partis politiques, même s'il existe encore des « brebis galeuses » qui récidivent...

Donc que cela soit une occasion pour le CNT, et plus tard l'Assemblée Nationale, de décider et de voter le montant des Fonds de souveraineté, comme cela se passe dans des pays telle que la Cote d'Ivoire.

Pour fixer les idées le budget de la Cote d'Ivoire en 2012 était de 3000 milliards de FCFA, et **les Fonds de Souveraineté** * de ce pays 300 milliards de FCFA ! Alors !! Il y a trop d'hypocrisies chez certains dans cette affaire, n'est-ce pas ? Je parie que le Président Dos Santos a puisé les 10 millions U.S. dans ses Fonds de Souveraineté. Cette somme de 1 milliard e FCFA est donc dérisoire par rapport aux enjeux actuels. L'essentiel est que la Transition aille à son terme, dans la sécurité et la paix retrouvées

Cette transition, avec son troisième Président(e) doit aller jusqu'à son terme !...

Agir, créer , rectifier plutôt que se justifier...

D'autres avancent. Faisons tout pour avancer ensemble.

Patriotiquement,

Léon Kidjimalé Grant

12/10/2014

* <http://nawonre.ivoire-blog.com/archive/2012/05/03/cote-d-ivoire-selon-la-lettre-du-continent-ouattara-fait-exp.html>